

NE RIEN LÂCHER POUR NE PAS SUBIR!

Agissons pour la satisfaction de nos revendications !

Montreuil, le 4 décembre 2012

La France est la 5^{ème} puissance mondiale, et pourtant la pauvreté touche toujours plus de personnes. Ce ne sont plus seulement les chômeurs, mais également de plus en plus de personnes ayant un emploi la majorité de l'année, appelé-e-s les « travailleurs pauvres ». Les richesses créées par le travail et les salarié-e-s, ayant des connaissances et des savoir-faire de haut niveau, sont accaparés par quelques-uns.

- Numérique
- Bureaux d'études techniques
- Conseil et sondage
- Palais des congrès, foires et salons
- Cabinets d'avocats
- Etudes d'huissiers
- Experts automobiles
- Experts comptables
- Centres d'appels prestataires
- Notariat
- Évènementiel
- Greffe des tribunaux du commerce
- Organisme de contrat et de prévention
- AGC – Artisanat
- Téléservice
- Télésecrétariat

Et c'est par ce qu'ils veulent plus de richesse que le patronat tente de faire accepter de nouveaux sacrifices et des reculs sociaux. Dans ce contexte, le MEDEF, fort de ses complicités politiques, tente d'imposer des accords nationaux qui engagent l'avenir de tous :

→ Sur les retraites complémentaires :

- Baisse des pensions AGFF de 10% pour les retraités entre 60 et 62 ans et 65 et 67 ans ;
- Gel des retraites durant 3 à 5 ans (et ce après une baisse significative après les différentes réformes).

CFDT, CGC, CFTC et FO n'ont pas daigné rejoindre la CGT pour combattre ces dispositions.

→ Sur l'emploi et le contrat de travail :

- Contrat de mission visant à précariser l'emploi ;
- Restreindre les recours juridiques des salarié-e-s dans les cas de licenciements ;
- Restreindre les droits des CE et de leurs experts pour faciliter le licenciement.

Il s'agit de détruire le Contrat de travail à Durée Indéterminée (CDI) et toute garantie en matière de licenciement collectif.

En même temps ce gouvernement aux ordres du patronat n'hésite pas à multiplier les exonérations de cotisations sociales au nom de la compétitivité, synonyme de rentabilité financière. Ajoutons 20 milliards d'euros de cadeaux que ce même gouvernement fait au MEDEF en guise de Noyeux Joël. Sans compter une hausse de la TVA qui va gonfler les profits des entreprises. Cette situation est inacceptable !

Il faut augmenter les salaires et les pensions. C'est urgent ! Les salarié-e-s n'ont pas à payer la note d'une crise qui n'est pas la leur. L'austérité ne se négocie pas, elle se combat.

Dans chaque entreprise et au-delà, construisons la mobilisation. Le 13 Décembre, agissons pour :

- Augmenter les salaires et les pensions de retraite ;
- L'interdiction des licenciements (droit de veto dans les CE...);
- L'arrêt des ordres publics qui prennent en compte les attentes et les besoins des salarié-e-s.

La Fédération des Sociétés d'études appelle l'ensemble des salarié-e-s à l'action le 13 Décembre avec grèves, rassemblements et manifestations et délégations auprès des directions, des antennes locales du patronat...

L'avenir appartient à ceux qui luttent !

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes